

Castro a, au fond, raison de dire que, si « la révolution traverse une période de crise, ce n'est pas une crise de recul, mais une crise d'avancement » (« peut-être, ajoute-t-il, avons-nous trop avancé »). Les problèmes qui existent par exemple au niveau de l'alimentation et du logement se posent non parce que s'est produite une restriction de la consommation, mais pour la raison exactement opposée. De même, les difficultés au niveau de la productivité du travail et des phénomènes tels que l'absentéisme s'expliquent, au moins en partie, par le changement radical de la condition du travailleur, qui n'est plus menacé par le chômage, jouit d'assurances sociales assez généreuses, n'a pas à payer certains loisirs, dispose parfois d'argent excédentaire (étant donné la pénurie relative de biens de consommation). Même le rationnement, qui pèse pourtant lourdement sur la vie quotidienne des Cubains, est en dernière analyse, de loin préférable au rationnement beaucoup plus barbare qui existait dans le régime capitaliste du fait de la faiblesse ou de l'inexistence du pouvoir d'achat de l'écrasante majorité du peuple.

La deuxième considération est que Cuba doit développer son édification socialiste en partant d'une base arriérée, dont les dirigeants n'apprécient probablement que maintenant toutes les implications négatives. Cela détermine l'utilisation de méthodes dans une très large mesure encore artisanales, tandis que ni les cadres ni les travailleurs ne sont libérés de toutes les déformations propres à une société sous-développée. Le contexte international aggrave sensiblement cette situation. Cuba se trouve encore soumis à un blocus économique par son puissant voisin du Nord ; pour en comprendre les conséquences, il suffit de rappeler les entraves et la paralysie que subissent les secteurs industriels antérieurs à la révolution : difficulté, voire impossibilité, de résoudre le problème vital des pièces de rechange nécessaires.

### Les déformations bureaucratiques

En esquissant une analyse sommaire de la situation à Cuba, il y a quelques mois, nous insistions sur les tendances poussant à une différenciation sociale, à la cristallisation d'une couche privilégiée. Ce problème est, en dernière analyse, le problème majeur de la révolution à l'étape actuelle. S'il existe à Cuba un vide en ce qui concerne les structures politiques du pouvoir, ce vide a été toutefois partiellement comblé par l'intervention d'un appareil composé de cadres moyens et supérieurs, soit fournis directement par l'armée — dont le poids n'a cessé d'augmenter dans les dernières années<sup>5</sup>, soit appartenant à l'administration de l'Etat et au parti. Ce sont ces cadres qui exercent les fonctions réelles de direction à tous les niveaux, en utilisant de plus en plus des méthodes administratives, essentiellement paternalistes ou autoritaires. Derrière l'écran d'une adhésion inconditionnelle au leadership de Fidel Castro et aux directives du centre, cette couche a tendance à se consolider dans ses positions de pouvoir, qui impliquent inévitablement des positions de privilèges au niveau social. En termes absolus et par rapport à

ce qu'est la réalité des Etats ouvriers dégénérés d'autres parties du monde, il s'agit de privilèges assez modestes ; mais l'essentiel est que les membres de cette couche jouissent de conditions de vie sensiblement différentes des conditions moyennes des masses. Dans ce sens, les privilèges au niveau de biens de consommation alimentaires, du logement et des moyens de transport (en plus des avantages multiples liés à la condition de dirigeant, tels que les voyages à l'étranger, la participation aux fêtes, etc.), ont une signification qui va au-delà de leur portée intrinsèque et par conséquent, sont ressentis comme une injustice par les masses. Si l'on tient compte, en plus des limites susmentionnées, de la fluidité relative des structures politiques et de la cristallisation relative des appareils, si l'on n'oublie pas les orientations et attitudes du noyau dirigeant autour de Castro et ses liens persistants avec les masses, il faut incontestablement en conclure qu'un saut qualitatif ne s'est pas produit et que Cuba ne doit pas être caractérisé comme un Etat ouvrier dégénéré au même titre que les autres Etats collectivistes. *Toutefois, les déformations bureaucratiques se sont dangereusement accentuées et le rapport de forces a évolué en faveur de tendances bureaucratiques plus ou moins conscientes.* Cela explique d'ailleurs les cris d'alarme lancés par Fidel Castro, qui vient de reprendre dans plusieurs discours des thèmes de la polémique de 1962 et de l'offensive antibureaucratique de 1967. Par rapport à la période d'Escalante, du point de vue social, la situation apparaît objectivement plus difficile.

Nous avons déjà mentionné les causes des échecs économiques. Il faut reconnaître aux dirigeants cubains le mérite de ne pas avoir cherché des échappatoires ou des boucs émissaires. Non seulement ils ont reconnu l'ampleur de la défaite — sans recourir à des manipulations statistiques —, mais ils n'ont pas hésité à déclarer par la bouche de Fidel : « La bataille des dix millions n'a pas été perdue par le peuple, c'est nous, c'est nous qui l'avons perdue. Elle a été perdue par l'appareil administratif et par nous, les dirigeants de la révolution. » Ils ont admis plus précisément que les méthodes administratives avaient eu le dessus sur les méthodes de direction plus proprement politiques, et que la participation des masses à la gestion économique avait été absolument insuffisante. « Les organisations de masse font défaut — a dit Castro — et elles sont fondamentales. »

Voilà donc le fond de la question. Nous ne sommes pas des idéalistes, nous sommes des marxistes, des matérialistes : nous n'idéalisons aucunement les masses. Nous savons que, quelle que soit la solution spécifique adoptée, surtout en partant du niveau d'un pays condamné à une condition arriérée par l'exploitation impérialiste, il est difficile de créer rapidement tous les cadres nécessaires ; les limitations culturelles des masses représentent un obstacle majeur à leur participation effective à la gestion de l'économie et de la société en général. Mais, si l'on veut briser le cercle vicieux, il n'y a pas d'autre voie que de s'efforcer par tous les moyens d'exploiter dès le début le potentiel créateur des masses. C'est seulement par l'expérience qu'elles pourront acquérir les capacités et notions nécessaires et créer les cadres indispensables pour les tâches écrasantes d'une édification socialiste véritable. C'est justement pour cette raison — et non par un attachement fétichiste à des textes ou à des expériences

5. La pratique de l'utilisation croissante de l'armée dans tous les domaines et notamment dans la production, a été théorisée par Castro dans son discours du 4 novembre de l'an passé.